



Institut
EGA

Iran–États-Unis : dissuasion, sanctions et cyberguerre

Résumé exécutif

**Conférence organisée le 7 octobre 2026
dans le cadre du séminaire :**

***Le nouveau Moyen-Orient : fractures et
reconfigurations géopolitiques***

Du 7 au 30 octobre 2026, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) organise un séminaire en ligne consacré aux transformations profondes du Moyen-Orient depuis le 7 octobre 2023.

Trois ans après les attaques terroristes du Hamas contre Israël, la région connaît une recomposition dont les effets dépassent le théâtre israélo-palestinien. La riposte israélienne a ouvert plusieurs fronts et contribué à une extension de la conflictualité régionale. Le 28 février 2026, l'entrée dans une confrontation directe entre Israël, les États-Unis et l'Iran a constitué une nouvelle rupture, faisant entrer le Moyen-Orient dans une phase de confrontation ouverte ayant des effets mondiaux.

Au-delà de l'intensification des affrontements militaires, cette transformation affecte les rapports de force entre États, les équilibres sécuritaires, les alliances, les stratégies d'influence et les conditions de circulation des flux énergétiques et commerciaux. Elle modifie également la place des acteurs non étatiques et accélère l'évolution des doctrines militaires et des modes de conflictualité.

Le Moyen-Orient se défait et se recompose. De nouveaux rapports de force apparaissent dans un environnement toujours plus incertain.

À travers trois conférences, ce séminaire propose d'examiner les principales dynamiques à l'œuvre dans cette transformation régionale.

Au programme :

- Conférence n°1 - Iran – États-Unis : dissuasion, sanctions et cyberguerre
- Conférence n°2 - Les monarchies du Golfe : entre autonomie stratégique et insécurité face à la menace iranienne
- Conférence n°3 - Demain l'Iran : un régime en guerre, une population en quête d'avenir

Ce résumé exécutif est consacré à la première conférence du cycle, dispensée par Rachid Chaker, docteur en sciences politiques et chercheur en relations internationales à la FLSH de l'Université Catholique de Lille. Ce document n'engage ni sa responsabilité, ni celle des participants au séminaire.



Historique du conflit et montée des tensions autour du programme nucléaire iranien

Le programme nucléaire iranien est antérieur à la Révolution islamique de 1979. Initialement, il s'agissait d'un programme nucléaire civil lancé sous le Shah d'Iran, auquel la France et l'Allemagne ont contribué.

La Révolution islamique, accompagnée d'une rhétorique hostile de l'ayatollah Khomeini à l'égard de l'Occident et des États-Unis, puis la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, remettent en cause ce partenariat. Cette rupture génère des tensions entre la France et l'Iran. Téhéran demande des compensations financières pour l'arrêt du programme, sans que cette demande soit suivie d'effets. Parallèlement à cela, en représailles à l'interruption de ce partenariat, la France est victime d'une série d'attentats sur son territoire et au Moyen-Orient.

Dans les années 1980 et 1990, la question du nucléaire iranien reste relativement peu visible. Les États-Unis mettent en place des dispositifs et adoptent différentes lois visant à empêcher l'Iran de relancer son programme nucléaire.

En 2002, une organisation d'opposants iraniens, les Moudjahidines du peuple iranien, révèle que Téhéran développe un programme nucléaire clandestin, c'est-à-dire non déclaré. L'Iran reconnaît l'existence d'activités nucléaires, mais affirme qu'elles sont conformes à l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), dont il est partie.

Cette révélation provoque néanmoins une rupture de confiance. Si l'Iran est autorisé à développer un programme nucléaire civil, celui-ci doit être déclaré au niveau international et ses installations doivent être soumises à des contrôles internationaux. À partir de 2002, les tensions s'intensifient entre l'Iran et la communauté internationale.

Dès 2006, des sanctions internationales sont mises en place. Le Conseil de sécurité des Nations unies est saisi face à l'intransigeance iranienne. Par ailleurs, la présidence de Mahmoud Ahmadinejad renforce également la méfiance envers Téhéran, compte tenu des positions et des déclarations du président iranien.

Entre 2006 et 2010, une série de sanctions internationales est ainsi adoptée afin de contraindre l'Iran à céder et à accepter un contrôle de son programme nucléaire.

Les sanctions constituent alors le premier levier employé contre l'Iran. Parallèlement, certains États, notamment l'Arabie saoudite et Israël, préconisent des mesures plus drastiques, allant jusqu'à l'intervention militaire. En 2006, les Saoudiens appellent en effet à « couper la tête du serpent iranien », en référence à une offensive militaire contre Téhéran. Israël partage cette position, considérant l'Iran comme une menace existentielle.

Les États-Unis rejettent toutefois l'option militaire à cette époque et privilégient les sanctions ainsi que l'asphyxie économique.

La stratégie iranienne de dissuasion et le recours à la guerre clandestine



Depuis la Révolution islamique, l'Iran a développé une stratégie de dissuasion visant à décourager les grandes puissances de l'attaquer. Cette stratégie repose sur plusieurs piliers.

Le premier concerne le détroit d'Ormuz. Les menaces de blocage de ce passage stratégique, auxquelles nous assistons aujourd'hui, s'inscrivent dans une stratégie ancienne : les dirigeants iraniens brandissent depuis longtemps cette possibilité.

Le deuxième pilier repose sur ce que l'on appelle « l'Axe de la résistance », constitué des alliés régionaux de l'Iran, notamment le Hezbollah libanais. La rhétorique iranienne consiste à affirmer qu'en cas d'attaque, Téhéran mettrait le feu au Moyen-Orient. L'Iran menace ainsi régulièrement de recourir à ses relais régionaux, notamment les milices irakiennes et syriennes ainsi que le Hezbollah.

Au cours de la décennie 2000-2010, d'autres moyens sont envisagés pour affaiblir l'influence iranienne et ralentir son programme nucléaire. Parmi eux figurent les assassinats ciblés : de nombreux scientifiques iraniens sont assassinés au cours de cette période.

Enfin, la cyberguerre constitue également un instrument central de cette stratégie. L'objectif est de ralentir et d'amoindrir le programme nucléaire iranien sans recourir à une guerre ouverte. Le virus informatique Stuxnet, attribué aux États-Unis et à Israël, endommage notamment plusieurs centrifugeuses iraniennes.

Au cours de la décennie 2010, la stratégie visant à affaiblir le programme nucléaire iranien repose ainsi moins sur une confrontation militaire directe que sur les sanctions économiques et la guerre clandestine.



L'accord de Vienne de 2015 et ses limites

La voie diplomatique commence finalement à prendre le dessus à partir de 2013, après le départ de Mahmoud Ahmadinejad. Dès novembre 2013, un accord entre les États-Unis et l'Iran semble proche. La France s'y oppose toutefois, estimant que les termes proposés sont insuffisants et faisant craindre un accord au rabais.

À l'été 2015, un accord est finalement conclu : l'accord de Vienne. Celui-ci encadre les activités nucléaires iraniennes, notamment en fixant un taux maximal d'enrichissement de l'uranium et en limitant les capacités d'enrichissement des centrifugeuses iraniennes. L'Iran peut ainsi poursuivre l'enrichissement de l'uranium, mais dans des proportions limitées et sous contrôle international. En contrepartie, les sanctions doivent être progressivement levées, à condition que l'Iran continue de respecter ses engagements.

Entre 2015 et 2018, l'accord fonctionne relativement bien. Selon Rachid Chaker, aucun élément ne permet alors d'indiquer que l'Iran n'a pas respecté ses engagements. Une levée progressive des sanctions est observée et des entreprises, comme Total, commencent à investir en Iran. La situation évolue avec l'élection de Donald Trump. Celui-ci décide de retirer les États-Unis de l'accord. Les sanctions américaines sont rétablies, provoquant un vif mécontentement chez les Européens.

L'extraterritorialité du droit américain constitue alors un obstacle majeur pour les acteurs étrangers : dès lors qu'un État entretient des liens avec les États-Unis, il peut être soumis aux lois américaines.

Cette situation limite notamment la capacité des entreprises européennes à maintenir leurs activités économiques en Iran. À la suite du retrait américain, l'Iran poursuit l'enrichissement de l'uranium. Deux interprétations de cette décision s'opposent. Selon la première, Téhéran cherche à se doter de l'arme nucléaire. Selon la seconde, la reprise de l'enrichissement constitue un moyen de pression destiné à ramener les États-Unis à la table des négociations.

Sous la présidence de Joe Biden, la situation demeure globalement dans une logique de statu quo.

De la guerre des Douze Jours à la confrontation directe entre les États-Unis, Israël et l'Iran



Le retour de Donald Trump au pouvoir marque une nouvelle étape. Le président américain engage des négociations avec l'Iran, avec la volonté de résoudre la question iranienne à la suite des événements du 7 octobre. Toutefois, en juin 2025, Israël déclenche la guerre des Douze Jours.

Cette offensive s'explique notamment par les événements survenus au Liban en septembre 2024, lorsque Israël décide de confronter directement le Hezbollah libanais. Cette confrontation se traduit par l'élimination de Hassan Nasrallah, puis par la neutralisation des capacités balistiques du mouvement.

Or, le Hezbollah constituait jusqu'alors le principal allié régional de l'Iran et l'un des piliers de sa sécurité. Son affaiblissement représente donc une rupture stratégique majeure pour Téhéran.

Cette défaite du Hezbollah ouvre une fenêtre d'opportunité pour Israël. Considérant le mouvement libanais comme sa principale menace régionale, le gouvernement de Benjamin Netanyahu décide ensuite de neutraliser le programme nucléaire iranien.

La guerre des Douze Jours contribue ainsi à la neutralisation partielle de plusieurs infrastructures iraniennes. L'action israélienne est ensuite accompagnée d'une intervention américaine destinée à neutraliser les sites nucléaires les plus difficiles d'accès.

Progressivement, la stratégie de dissuasion iranienne se détériore. Des négociations reprennent entre-temps, sans aboutir à des résultats concrets. Puis, à la fin du mois de février, les États-Unis et Israël lancent une attaque conjointe. L'objectif ne se limite alors plus à la neutralisation du programme nucléaire iranien : il s'agit désormais d'un véritable regime change, c'est-à-dire d'un changement de régime.

La stratégie vise à détruire durablement le régime iranien, notamment par la décapitation de ses dirigeants, comme l'illustre l'élimination du Guide suprême, Ali Khamenei. L'objectif est également de provoquer un soulèvement de la population iranienne.

Le régime iranien se révèle toutefois beaucoup plus résilient que prévu. L'option militaire ne suffit pas à provoquer son effondrement. Les autorités iraniennes mettent alors à exécution leurs menaces concernant le détroit d'Ormuz, ouvrant une nouvelle phase de confrontation caractérisée par une véritable guerre économique.

Téhéran mise sur le contexte politique américain, Donald Trump étant confronté aux élections de mi-mandat (midterms). L'objectif iranien est de faire plier les États-Unis avant le scrutin.

Parallèlement, le régime iranien exerce une pression sur les alliés des États-Unis en attaquant les pays arabes du Golfe qui accueillent des bases américaines. Il cible également leurs infrastructures énergétiques afin d'accentuer la pression économique liée à la hausse des prix du pétrole et d'inciter ces États à faire pression sur Washington pour mettre fin à la guerre. Ne disposant pas des capacités nécessaires pour affronter directement les États-Unis, l'Iran privilégie des moyens indirects, en s'appuyant sur ses alliés régionaux et sur les perturbations du trafic maritime.

Une première trêve est alors conclue. L'accord semble relativement avantageux pour l'Iran, puisqu'il prévoit une reprise des négociations ainsi qu'un dégel partiel de certains avoirs iraniens. Téhéran estime néanmoins que ces concessions sont insuffisantes et souhaite obtenir davantage. Face à l'impasse, les frappes américaines reprennent, entraînant de nouvelles représailles iraniennes. Une deuxième trêve est finalement conclue.



Une guerre d'usure : les limites de l'option militaire

Le conflit entre désormais dans une phase de guerre d'usure. L'Iran continue d'exercer une pression sur le détroit d'Ormuz, tandis que les États-Unis mettent en place un blocus naval des côtes iraniennes afin d'empêcher Téhéran d'exporter son pétrole.

Cette évolution illustre les limites de l'option militaire, qui n'a pas permis d'atteindre les objectifs recherchés et a conduit à une véritable guerre économique. L'Iran peut également compter sur les Houthis, qui exercent une pression sur l'Arabie saoudite. Leur agenda demeure néanmoins essentiellement local, même si leurs actions apportent un soutien non négligeable à Téhéran.

Les Houthis continuent ainsi de cibler les infrastructures énergétiques et civiles saoudiennes. À ce stade, les États-Unis n'ont pas réagi. Il faudra attendre la fin des midterms pour déterminer si Washington entreprend de nouvelles actions militaires ou choisit, au contraire, de délaissé ses alliés.

Les principaux enseignements des échanges avec le public

Question : Le Pentagone avait-il anticipé la crise actuelle dans le détroit d'Ormuz ? Qu'est-ce qui a conduit Donald Trump à franchir le seuil de l'intervention militaire ?

D'après les informations ayant fuité dans la presse américaine, J. D. Vance aurait qualifié le scénario envisagé de « bullshit ». Plus largement, l'establishment américain était hostile à cette guerre.

Benjamin Netanyahu souhaitait mener des frappes aériennes contre le régime iranien en appliquant une stratégie de décapitation, consistant à frapper différents éléments du pouvoir. L'objectif était de provoquer un soulèvement de la population iranienne, avec l'appui des Kurdes.

Donald Trump a sous-estimé la capacité de résilience du régime iranien. Celui-ci ne s'est pas effondré et disposait de moyens lui permettant de perturber la circulation dans le détroit d'Ormuz.

Selon Rachid Chaker, l'administration Trump a fait preuve de négligence en privilégiant un scénario qui semblait idéal en apparence, sans tenir compte des avertissements de son état-major. Cette situation témoigne d'une profonde méconnaissance de l'Iran et du Moyen-Orient. Il convient également de ne pas sous-estimer l'ancrage des Gardiens de la Révolution au sein de la société iranienne.

Question : Comment Benjamin Netanyahu a-t-il réussi à entraîner Donald Trump dans ce conflit ? Existe-t-il une véritable stratégie américano-israélienne ?

Selon Rachid Chaker, l'action militaire de février a été voulue et orchestrée par les Israéliens, qui l'ont ensuite proposée à Donald Trump. Il faut donc garder à l'esprit que l'initiative revient véritablement à Benjamin Netanyahu, qui est parvenu à convaincre le président américain

Question : La Syrie servait de base arrière logistique à l'Iran, notamment pour approvisionner le Hezbollah. Depuis la prise de pouvoir par Ahmed al-Charaa, une rupture s'est opérée avec Téhéran. Quel est l'impact réel de cette perte sur les capacités militaires et financières du Hezbollah ?

Tout au long de la décennie 2010, l'implication de l'Iran et des Gardiens de la Révolution en Syrie avait pour objectif de maintenir la ligne d'approvisionnement du Hezbollah. À l'époque des Printemps arabes, Téhéran avait compris que l'effondrement du régime de Bachar al-Assad affaiblirait sa propre capacité de dissuasion.

Depuis la chute de Bachar al-Assad et la prise de pouvoir par Ahmed al-Charaa, la situation s'est inversée. Le nouveau pouvoir syrien a donné plusieurs gages aux Occidentaux, notamment en s'engageant à empêcher que le territoire syrien serve de base arrière à l'Iran. Cette évolution complique l'approvisionnement en armes du Hezbollah et prive le mouvement d'un point d'appui essentiel. En outre, la surveillance étroite exercée par Israël rend son réarmement particulièrement difficile.

Question : Alors que l'Axe de la résistance s'affaiblit, les Houthis semblent occuper le devant de la scène en perturbant la navigation dans le détroit de Bab el-Mandeb. Comment expliquer leurs capacités de frappe ? Cette situation s'explique-t-elle par leur plus grande autonomie par rapport aux autres acteurs ?

Selon Rachid Chaker, l'Axe de la résistance a longtemps été surestimé. Les rapports géopolitiques ne se résument pas aux appartenances religieuses : le fait qu'un acteur soit chiite ne signifie pas nécessairement qu'il constitue un agent de la République islamique d'Iran.

Les actions menées en Syrie et en Irak ont été relativement limitées. Les chiites irakiens se considèrent avant tout comme irakiens et se mobilisent principalement lorsqu'ils estiment que les intérêts de leur pays sont en jeu. Cette réalité explique en partie l'affaiblissement de l'Axe de la résistance.

Les Houthis disposent, quant à eux, de leur propre agenda. Ils sont avant tout un mouvement yéménite, dont le projet s'inscrit dans une perspective nationale. Ils ont bénéficié d'un soutien iranien, sans que cela implique nécessairement une filiation idéologique ou un rapport hiérarchique entre les deux acteurs.

L'Iran les a soutenus parce qu'il y voyait un moyen de renforcer sa dissuasion et de faire face à l'Arabie saoudite. Les Houthis ne procèdent toutefois pas à un blocage complet de la mer Rouge.

Ils ont initialement affirmé que leur blocus visait les navires saoudiens au départ des côtes saoudiennes. Il s'agit donc d'un blocus relativement limité, leurs actions étant avant tout dirigées contre l'Arabie saoudite.

Question : Dans le contexte actuel, on parle beaucoup de dissuasion. Qui dissuade qui aujourd'hui ?

Selon Rachid Chaker, tous les acteurs cherchent désormais à se dissuader mutuellement. L'arme économique est devenue le principal instrument de dissuasion et constitue, à ses yeux, l'un des enseignements majeurs de cette séquence.

L'Iran exerce une pression économique sur les pays occidentaux en perturbant le trafic dans le détroit d'Ormuz. De leur côté, les États-Unis utilisent les sanctions et les restrictions économiques contre Téhéran.

Les Houthis recourent également à ce levier contre l'Arabie saoudite afin de la dissuader de mener des attaques et des opérations à leur encontre. Dans une région comme le Moyen-Orient, cette confrontation montre ainsi que l'arme économique peut se révéler plus dissuasive que l'arme militaire.